

## SUZANNE HAYDEN

ancien Procureur principal du ministère de la Justice des Etats-Unis, membre du Conseil d'experts de PMI Impact

### Jeffry FRIEDEN

Je trouve que Patrick nous a donné un très bon aperçu de certains des problèmes administratifs et juridiques posés par le Brexit. Suzanne pourrait avoir la réponse : le commerce illégal. Suzanne, sérieusement, la croissance du commerce illégal représente une partie de plus en plus importante de l'économie mondiale ou des préoccupations concernant l'économie mondiale. Pourquoi ne pas nous donner un aperçu de la manière dont vous voyez son intégration dans l'environnement économique international ?

### Suzanne HAYDEN

Merci, Jeff. Mon analyse des défis économiques peut paraître un peu à court terme ou un peu étroite par rapport à celle des autres, parce que j'ai consacré ma carrière à l'application des lois, aux enquêtes et aux poursuites de la criminalité organisée et des criminels financiers. Parallèlement, j'ai également travaillé sur des questions politiques dans le monde entier, avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Cela m'a permis de constater que, dans le domaine de l'application des lois, nos similitudes sont plus importantes que nos différences et que nos objectifs sont pratiquement universels. Les défis consistent à savoir comment atteindre ces objectifs.

Lorsque je parle des répercussions mondiales du commerce illégal, j'affirme ici qu'il touche tous les pays sans distinction. Il rapproche les pays à leur insu et contre leur gré dans des alliances tissées par les efforts de criminels sans scrupules et de groupes criminels organisés et repose sur les faiblesses des infrastructures et de la législation. Le commerce illégal encourage la cupidité et la corruption et, en fin de compte, affaiblit les systèmes financiers, la renommée et la stabilité économique. Des sommes colossales sont générées par le commerce illégal. Il faut bien que cet argent aille quelque part, c'est-à-dire dans le système financier et dans les actifs et il doit assurer la continuité des activités de ces organisations.

Voici quelques idées fondamentales relatives au commerce illégal et à ses conséquences sur l'économie. Les preuves tangibles sont difficiles à réunir concernant la totalité de l'échelle des montants, car évidemment, les pays, les industries ne considèrent que ce qui les concerne le plus à un moment donné. Malgré tout, lorsqu'on examine certains des revenus les plus élevés à l'origine de ces échanges illégaux, les sommes sont astronomiques. Dans le cas du commerce de drogues illicites, on parle de 320 milliards de dollars, sur un an seulement. Pour la contrefaçon, il s'agit de 460 milliards de dollars de biens divers. La traite d'êtres humains représente 150 milliards de dollars. Le trafic illégal d'espèces sauvages, quant à lui, se monte à 23 milliards de dollars. Le commerce illégal du bois correspond à 10 milliards de dollars. Le trafic d'organes représente 1 milliard de dollars par an. Nous parlons ici de chiffres, mais ils ne tiennent pas compte des coûts humains et de réputation, ni du nombre de victimes.

Comme je l'ai dit, pour des raisons évidentes, les gouvernements en particulier ont tendance à se concentrer sur ce qui leur est le plus préjudiciable à un moment donné en matière de commerce, qu'il s'agisse de drogues, d'espèces sauvages, de trafic nucléaire, de matières fissiles, etc. Cependant, les criminels ne font pas preuve d'une telle discrimination. Nous avons constaté, dans l'univers du trafic illégal, qu'après la mise en place d'un canal permettant de passer d'un pays A à un pays B hors des radars, il est possible de trouver un groupe criminel pouvant envoyer différents types de produits par ce canal, qu'il s'agisse d'espèces sauvages, d'êtres humains ou d'organes, ce canal étant relié aux différentes organisations.

J'ai mentionné dès le départ l'une des caractéristiques du commerce illégal : l'établissement de partenariats entre des pays à leur insu, que ce soit des pays voisins ou des continents opposés, de part et d'autre du monde. Les liens sont tissés par la criminalité organisée, que nous pourrions appeler une nouvelle entreprise mondiale. Les criminels ont évalué la demande, les demandeurs et l'offre, c'est-à-dire les personnes qui en disposent. Ils se consacrent alors à

faire fonctionner l'entreprise en dehors des radars du respect des lois. Les criminels ont une chaîne d'approvisionnement. Ils créent de nouvelles lignes, prennent le contrôle d'anciennes et distribuent suffisamment de pots-de-vin aux personnes vulnérables ou cupides, pour s'assurer que les organisations continuent à verser ces sommes considérables de plusieurs milliards de dollars. Comme cela a toujours été le cas dans le domaine de l'application des lois, les méchants ont plus d'argent, plus d'outils, plus d'armes et parfois malheureusement plus d'influence, dans un État, un pays ou une région, à injecter dans le commerce illégal.

Si je vous ai complètement déprimé, hauts les cœurs, car il existe un calcul simple à faire pour avancer et une chose que j'envisage comme une réponse éventuelle. Ce que nous considérons comme une approche ambitieuse et holistique est de renforcer l'engagement du secteur privé, de perfectionner la législation, d'améliorer la formation des juges, des procureurs et des enquêteurs, de comprendre les moteurs de la demande des consommateurs et d'investir dans la sensibilisation du public. Dans la mesure du possible, les pays qui se trouvent au cœur de ces tristes partenariats contre leur gré doivent en parler, pour collaborer, coopérer et partager les informations autant que possible. Comme je l'ai dit, il s'agit d'objectifs ambitieux qui sont interdépendants ; ils fonctionnent les uns avec les autres. Une dernière chose sur laquelle je vous laisse méditer et qui fait partie de la solution potentielle : les partenariats public-privé. Nous voyons maintenant des industries qui montent en puissance et qui ne se contentent pas de regarder leurs intérêts distincts : « c'est mon produit et ce qui me préoccupe », elles ont plutôt tendance à forger des relations avec la société civile, les ONG et les gouvernements pour le bien de tous, le plus grand problème de la lutte contre le commerce illégal. Je suis convaincue que c'est la réponse future à la lutte contre le commerce illicite.

#### **Jeffry FRIEDEN**

Merci Suzanne. Je voudrais souligner une chose à laquelle vous avez fait brièvement allusion : le commerce illégal n'est pas qu'un problème de point de vue du système commercial international, mais une grande partie de ce commerce illégal, en particulier dans le domaine de la drogue, a provoqué un véritable désarroi dans de nombreux pays. En effet, les gouvernements en place ne semblent pas en mesure de le contrôler. Prenons les Philippines, l'Amérique latine ou d'autres régions du monde, une partie des vagues populistes que nous avons observées ont répondu à l'impression que le gouvernement est incapable de contrôler des choses comme le trafic de drogues. À mon avis il ne s'agit pas seulement d'un problème pour le système commercial international, mais un problème pour les gouvernements nationaux de nombreux pays du monde. Il suffit de regarder la campagne présidentielle actuelle au Brésil pour voir ce qui se passe quand un pays commence à perdre le contrôle des activités illégales à l'intérieur de ses frontières. Merci pour votre intervention.